

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

GAZA :
CESSEZ-LE-FEU

Elsa Faucillon

À Gaza, Israël mène une guerre totale contre le peuple palestinien en intensifiant ses bombardements, en imposant un blocus privant la population d'eau, de nourriture, de médicaments et d'énergie.

La vengeance se transforme en nettoyage ethnique. Gaza est devenue un cimetière : 17 000 morts en deux mois, dont plus de 5 000 enfants ; plus de 40 000 blessés et des milliers de disparus. Et le bilan ne cesse de s'alourdir.

Les populations civiles sont menacées par la famine et les épidémies. Les infrastructures civiles, les hôpitaux, les installations humanitaires ne sont pas épargnés. Les conditions nécessaires pour aider les Gazaouis n'existent plus.

Dans le même temps, les attaques de colons, soutenues par l'armée d'occupation, redoublent en Cisjordanie, faisant régner la terreur. Des centaines de morts sont à déplorer depuis le 7 octobre, qui s'ajoutent aux 248 Palestiniens morts depuis le début de l'année 2023.

C'est le symbole de la continuité du plan de B. Netanyahu, identique à celui d'avant les attaques du Hamas : l'annexion de toute la Palestine. Depuis 1948, 104 Résolutions de l'ONU sur la Palestine sont restées lettre morte. Tout ce temps, la communauté internationale est demeurée inerte, silencieuse, impuissante à faire respecter le droit international.

La politique de la France est une honte, alors qu'elle avait su, dans le passé, s'exprimer d'une voix forte et relativement indépendante. Elle s'expose à la colère de celles et ceux, qui dans le monde, demandent que le respect du droit international s'impose à tous.

La paix paraît peut-être impensable mais elle est possible. Tout doit être mis en œuvre pour le cessez-le-feu, la libération des otages et celle de prisonniers palestiniens. Chaque minute qui passe nous plonge un peu plus dans l'abîme.

GROUPE SOCIALISTE,
RÉPUBLICAIN, CITOYEN

BONNE ANNÉE 2024 !

Laurent Noël,
Céline Lanoiselée,
Christophe Bernier,
Maria-Blanca
Fernandez,
Jacques Briffault

Nous vous souhaitons une très bonne année 2024 pour vous et pour tous ceux qui vous sont chers.

Nous faisons également le vœu d'une année 2024 riche de débats où la parole de chacun sera écoutée et entendue dans le respect. Les enjeux sont et continueront à être nombreux : guerres dans le monde, montée des racismes, conséquences du réchauffement climatique, mobilisation pour que chacun trouve un logement décent et abordable, soutien à l'hôpital public, etc.

Les enjeux sont nombreux dans le monde, en France mais aussi à Gennevilliers. Vous pouvez être assuré de notre mobilisation au quotidien, à vos côtés. Avec l'inflation et l'absence de soutien financier du gouvernement, les choix sont difficiles pour la gestion de la Municipalité. Mais à Gennevilliers, nous conservons la conviction de la force du vivre ensemble et de l'importance pour chacun d'être nous d'un service public fort et de qualité pour les habitant-es.

L'année 2024 sera également une année ponctuée par un rendez-vous démocratique majeur dans le contexte international que nous connaissons, avec les élections du dimanche 9 juin pour élire les députés européens.

groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr

01 40 85 63 56

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/
EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTSRESPONSABILITÉ ET
DÉFAILLANCE ÉDUCATIVE

Délia Toumi

Aurore Bergé, la ministre des solidarités et de la famille, a entamé fin 2023 son «*tour de France de la parentalité*». Elle assortissait ce lancement de l'annonce concomitante de mesures visant à «*restaurer l'autorité parentale*» et de la mise en place de la «*commission parentalité**», présentées comme des réponses aux événements de juin dernier. Elle a en effet annoncé, dans une dimension toute répressive, la possibilité de condamner les parents d'enfants reconnus coupables à des travaux d'intérêt général pour «*parents défaillants*», à des contributions financières en cas de dégradations et à des amendes pour non-présentation aux audiences de leur enfant. La ministre faisait alors rimer les émeutes avec «*parentalité défaillante*», allant dans le sens caricaturalement simpliste d'une responsabilité de ces «*parents qui ne feraient rien*», véhiculée par des discours particulièrement identifiables à l'été 2023.

Cet angle gouvernemental nous renvoie à de multiples questionnements. Quels sont les parents qui pourraient prétendre échapper à cette qualification au fil du parcours de ses enfants ? Le code pénal, qui traite pourtant de la mise en péril des mineurs, est-il si insuffisant malgré ses outils de TIG, amendes et stages de responsabilité parentale ? Y a-t-il la moindre efficacité à pénaliser les relations parents-adolescent en crise, les difficultés familiales et éducatives, et à faire glisser les parents dits défaillants dans la catégorie judiciaire des délinquants, ce à quoi équivaut la condamnation à des TIG, quand l'objectif serait de restaurer leur autorité et «*redonner aux parents la place qui est la leur*» ?

Avant ces politiques de répression et sanction, il est impératif de travailler la prévention par le soutien à la parentalité. Il s'agit de donner les moyens aux familles d'accompagner leur enfant. Or il est évident que ces moyens ne sont pas au rendez-vous : travailleurs sociaux ou justice des enfants, parmi tant d'autres touchant à l'accompagnement des jeunes et leur famille, sont des secteurs démunis qui ne parviennent pas à mettre en place dans les temporalités et avec l'amplitude nécessaire les mesures d'assistance éducative, de protection de l'Enfance.

Il convient de réfuter la vision biaisée des problèmes soulevés par les événements de juin : la responsabilité est collective face à cette jeunesse, massivement mineure et issue de familles dont l'environnement social et économique est dégradé. En matière de responsabilité, l'état des étayages à la parentalité renvoie en l'occurrence à une défaillance de l'État.

*Commission composée d'experts chargés de conseiller le gouvernement en matière de parentalité, philosophes, sociologues, démographes, magistrats, pédopsychiatres (présidée par Serge Hélez et Hélène Roques), appelée à rendre ses décisions en juin 2024

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

AMOUR, SANTÉ
ET PROSPÉRITÉ

Lætitia Ghirardi

Notre groupe vous souhaite une bonne année 2024 et vous transmet ses meilleurs vœux, ainsi qu'à celles et ceux qui vous sont chers. On pourrait légitimement se dire que ces vœux sont parfois des vœux pieux, au vu des difficultés qui ne cessent de s'accumuler sur nos têtes. Pour autant, il est important de les formuler et de les faire vivre, chacun à notre niveau.

Nous voulons généralement une année remplie d'Amour. Peut-être faut-il alors considérer que l'amour consiste à aimer, respecter l'autre tel qu'il est, dans sa différence ? Or les communautés, qu'elles soient nationales, religieuses, culturelles ou autres, figent parfois les identités et le périmètre de ce qui peut être aimé ou non, tel un horizon indépassable. Le fait communautaire est une chose bien naturelle mais le communautarisme l'est moins car il installe l'idée que l'autre, issu d'une communauté différente, est un adversaire potentiel, plutôt qu'un frère. Là, dans ce sentiment d'altérité, se situe la source de toutes les divisions. Le manque de conscience unitaire polarise la société et nous voyons les phénomènes de violence se multiplier. Oui, il y a l'amour pour les siens, mais il faut aussi apprendre à aimer l'Autre.

Nous avons également coutume de dire que la Santé est la chose la plus importante, et c'est vrai. La vie ne peut être appréciée que si la santé est au rendez-vous. Quand elle n'est pas là, tout le reste devient dérisoire. Cela dit, quand nous évoquons le sujet de la santé, nous avons tendance à penser à la santé physique, celle qui nous évite la douleur, mais il y a aussi la santé mentale, psychologique, trop peu prise en charge et donc mal traitée. Notre environnement et nos modes de vie ne nous aident pas de ce point de vue : hyper-connectés, bombardés d'informations, constamment exposés au meilleur comme au pire, notre esprit n'a que peu de répit, sans compter le fait que la société est de plus en plus inégalitaire, donc injuste. Dans ce contexte, il est important de prendre soin de Soi.

Vient enfin les vœux de Prospérité, chacun espérant que l'année à venir apporte réussite et succès. Cette prospérité devrait être le fruit de la connaissance de soi, de l'émancipation et de la réalisation de sa vocation mais, faute d'avoir trouvé leur voie, les gens cherchent souvent la voie d'un confort de vie, d'un bon équilibre. Et souvent, la prospérité est réduite à sa dimension matérielle mais, au regard de nos conditions de vie, cette recherche de confort reste importante. D'ailleurs, au moment où la plupart des Français sont confrontés à une inflation galopante, nous aurions, entre autres choses, aimé que les agents de la ville puissent percevoir la prime exceptionnelle, dite «*prime pouvoir d'achat*» ; il est anormal qu'une ville riche comme la nôtre ne puisse récompenser ses agents de service public.

LES RÉPUBLICAINS

STOP AUX
HARCÈLEMENTS
DES FRANÇAIS

Philippe Hallais

L'Éducation Nationale a entrepris une louable lutte contre les harcèlements à l'école. Il est également souhaitable que les harcèlements à l'égard des Français cessent. Le Président Pompidou avait exprimé à sa manière en stigmatisant l'acharnement bureaucratique des administrations. Malheureusement, cet acharnement ne fait que croître : impôts, taxes, réglementations, amendes...

- En premier lieu, le gouvernement ne consulte pas le peuple pour des choix fondamentaux. Quelques exemples :

- Aucun débat sur le nucléaire, la fermeture absurde de la centrale de Fessenheim et l'arrêt du programme Astrid.

- Implantation d'éoliennes pour des montants astronomiques tout en mettant en place des procédures pour empêcher les autorités rurales de contester ces implantations sauvages.

- Imposition des voitures électriques en urgence, alors qu'aucune mesure n'est envisagée pour un fonctionnement adéquat. Cette décision est emblématique des choix du gouvernement : équipements très chers et dangereux (batteries inflammables), subventions notables, aucun souci de la mobilité en ruralité. Par ailleurs, comment seront remplacées les recettes sur les taxes des produits pétroliers représentant 45 milliards qui ne seront donc pas perçues si le tout électrique est confirmé ?

- Le gouvernement se garde bien de nous interroger sur la question cruciale de la gestion de l'immigration.

- Ensuite, indépendamment de ne pas consulter le peuple sur ces sujets, le gouvernement se livre à des harcèlements affectant la vie quotidienne des Français. Florilège :

- Les automobilistes seront ravis d'apprendre de nouvelles fonctionnalités des radars, qui pénalisent pour la vitesse, mais également pour le niveau sonore émis par le mobile. De plus, la police utilisera des drones pour détecter si le conducteur utilise son téléphone et s'il est seul sur certaines voies réservées au covoiturage. À noter que le covoiturage était fortement recommandé, puis interdit pendant la Covid, puis obligatoire sur ces voies. Les délits bureaucratiques se déchaînent !

- Les ZFE (Zones à Faibles Émissions), après quelques hésitations, sont imposées sur nombre de grandes villes, ce qui limitera la mobilité des citoyens.

- Le gouvernement donne toute sa mesure de harcèlement concernant le bâti. Les normes DPE (Diagnostic de Performance Énergétique) correspondantes pénalisent, voire détruisent le développement de l'immobilier. Les spécialistes estiment qu'en 2030 il manquera 4 millions de logements en France.

Enfin nous attendons que nos dirigeants cessent leurs gesticulations infantilisantes et se préoccupent de la vie de nos compatriotes.

Nous vous souhaitons une bonne année 2024.

LES
CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE